



Claire Ricciardi
derrière le bureau
d'accueil du centre
de Planning familial.

ELLE & LES FEMMES

PAS TOUCHÉ

AU PLANNING!

À L'HEURE OÙ CERTAINS POLITIQUES VOUDRAIENT RÉDUIRE LES SUBVENTIONS DU PLANNING FAMILIAL, NOUS VOULONS RAPPELER L'ÉVIDENCE : IL EST VITAL POUR DES MILLIERS DE FEMMES. LA PREUVE À MARSEILLE.

PAR ISABELLE DURIEZ PHOTOGRAPHE BENJAMIN BÉCHET

Un mercredi après-midi au Planning familial de Marseille. Des adolescentes par deux ou trois poussent le discret portail du 106, boulevard National, derrière la gare Saint-Charles. Elles sont agréablement surprises par les grands locaux aux murs colorés qui les attendent au fond d'une cour à l'ancienne. Ici, tout n'est que sourires, discussions feutrées, affiches militantes. « C'est tout de même plus chouette de vivre quand on est désiré », assure un bébé hilare sur une

affiche rouge des années 70. Un tableau couvert de Post-it raconte : « Le Planning m'a beaucoup aidée, je le remercie du fond du cœur », « Des femmes sont encore en vie, comme moi, grâce à vous »... Témoin de moments difficiles qui se jouent et se dénouent ici. Il rappelle aussi que ce centre, qui est l'un des plus importants de France, a failli fermer en 2009, faute de locaux salubres. L'équipe a fini par trouver un lieu, avec le soutien des collectivités locales, l'a retapé et a ouvert ses portes en 2012. Dans la salle d'attente aux murs jaune soleil, Leila et Keisha se parlent à l'oreille. Elles ont entendu parler du Planning il y a trois ans lors d'une intervention sur l'éducation à la sexualité organisée dans leur collège. Leila a eu son premier rapport sexuel il y a dix jours, elle vient faire un test de grossesse. Elle ne se voyait pas le faire seule, dans la salle de bains de ses parents. Assise pas loin, la jolie Ruben, 15 ans, accompagne son amie venue demander la pilule parce qu'elle a un petit copain. « Moi, je ne l'ai jamais fait, mais je lis les tracts, j'apprends plein de choses », confie-t-elle. Aissatou, elle, a tout juste 18 ans. Elle est venue la première fois avec sa tante. « Elle était suivie ici, elle m'a emmenée, et je viens à mon tour. On n'a pas besoin de la carte Vitale, personne ne sait qu'on est là », explique-t-elle. Comme 40 % des 6 000 personnes accueillies chaque année, elle habite le quartier, la Belle de Mai, ou l'arrondissement voisin. Elle est accompagnée d'une copine

REPORTAGE



Le centre de planification reçoit beaucoup de jeunes filles de 16 à 34 ans, en toute discrétion.

et de son ex, intimidé par cet univers féminin. Ils sortent fumer une clope, rien. Anouk, 23 ans, a choisi le centre pour son suivi gynéco. « Je suis allée pour la première fois dans un Planning familial à Nantes, à 14 ans, je venais de rencontrer mon copain. Chez un gynéco de ville, l'accueil n'est pas le même et les délais pour obtenir un rendez-vous sont terriblement longs, raconte-t-elle. Quand on est jeune, il n'y a pas tant d'endroits où être écoutée. »

Le centre médical n'occupe qu'une partie des locaux. Il regroupe la salle d'attente, un cabinet de gynécologie avec quatre médecins et deux salles d'entretien où les conseillères reçoivent. Des salons plus que des salles, où l'on peut s'asseoir sur le grand canapé parmi des coussins colorés ou dans des fauteuils. Sur la table, une corbeille qui contient des plaquettes de pilule, des préservatifs masculins et féminins, un stérilet, un spéculum, et quoi ? des chaussons de bébé ? ○ ○ ○



Chloé Lemoult et Coralie Godeau, conseillères, interviennent dans les collèges et les lycées.



Ici on trouve des préservatifs gratuits.



Fanny Jamet, la directrice, en réunion d'équipe.

REPORTAGE

P A S T O U C H E A U P L A N N I N G I

13 JANVIER 2017

○ ○ ○ Non, une vulve tricotée main, aux couleurs pop ! « Je suis toujours sidérée de voir à quel point les femmes sont ignorantes de leur corps, du fonctionnement des cycles, de la fertilité, de la fécondité. Un gouffre abyssal », note Marie-Astrid Machuka, la sage-femme qui assure les consultations cet après-midi-là. Dans l'un des salons, une jeune fille de 16 ans reste murée dans son silence. Elle n'a pu confier à Chloé Lemoult, la conseillère, que deux phrases : « Je suis enceinte » et « J'ai peur ». Petit à petit, elle glisse qu'elle était contente de découvrir sa grossesse, mais son copain est parti quand il l'a su. Elle ne sait que faire, ne peut en parler à personne, a peur de la réaction de sa mère, veut finir le lycée... Elle craque, recroquevillée sur le canapé. « Pourquoi êtes-vous venue ici ? » demande Chloé. « Comment se passe un avortement ? » répond-elle. La conseillère montre un calendrier, parle des méthodes. La jeune fille finit par prendre rendez-vous à l'hôpital afin de dater sa grossesse et savoir combien de temps il lui reste pour réfléchir. Et repassera voir Chloé une semaine plus tard.

« Parfois, elles ne reviennent pas, et on ne sait pas quelle décision elles ont prise, raconte Françoise, une autre conseillère. Notre rôle est de soutenir la personne sans la juger, quelle que soit sa décision. » Comme la dizaine d'accueillantes, Françoise assure aussi la permanence du 0800 08 11 11. Un numéro vert national qui renvoie vers les plateformes régionales : 3 400 appels sont reçus par an à Marseille. « Souvent, quand elles téléphonent, elles savent qu'elles ne peuvent pas poursuivre cette grossesse, mais cela va à l'encontre de leur désir d'être mère, souligne Françoise. Elles ont besoin d'entendre que cela ne les empêchera pas de le devenir, plus tard. » Un fichier de médecins, d'hôpitaux, d'associations, permet d'orienter vers les bons interlocuteurs. Mais il ne s'agit pas que de cela. Chaque appel cache des questions sur le couple, les pratiques sexuelles, beaucoup veulent savoir ce qui est normal ou pas, comment dire non, s'inquiètent d'attraper le sida... Dans l'anonymat du téléphone, un entretien peut durer une heure.

Chloé, Françoise et les autres ont été psychologue clinicienne, infirmière, aide-soignante ou éditrice avant de s'engager auprès du Planning. Elles travaillent ici par conviction féministe. Depuis sa création, dans les années 60, le mouvement pour le Planning familial nourrit ses positionnements politiques des expériences sur le terrain, au plus près des besoins des femmes. Les adhérentes se battent pour l'égalité homme-femme, l'égalité entre les sexualités, l'accès aux mêmes droits et soins, pour tous. Elles luttent contre les violences conjugales, contre les stéréotypes sexistes, œuvrent pour un meilleur dialogue entre hommes et femmes. Leur écoute est empathique et surtout professionnelle : toutes sont conseillères conjugales et familiales salariées. Ce n'est pas un détail au moment où de faux sites d'information sur l'avortement diffusent des numéros verts auxquels répondent non pas des professionnels, mais des militants anti-avortement. « On a toutes

eu en ligne une fille ravagée après avoir appelé IVG.net ou un site du même genre, raconte Laurence Biagetti, qui assure la permanence à la Maison régionale de santé à Istres. L'une d'elles avait 16 ans, elle avait donné son numéro fixe à IVG.net. Elle m'a demandé si c'était normal qu'on la rappelle chez elle, ils la harcelaient, ils étaient tombés sur sa mère et lui avaient tout dit. Elle était paniquée. Ils lui ont raconté que l'IVG allait la rendre stérile, qu'elle ne s'en remettrait jamais... » Une autre s'est entendu dire qu'elle toucherait les allocations familiales si elle gardait le bébé, mais ce n'était pas son projet de dépendre des allocs.

Si l'information sur la contraception et l'IVG est le socle historique du Planning familial, ses activités sont beaucoup plus larges.

“

JE SUIS TOUJOURS SIDÉRÉE DE VOIR À QUEL POINT LES FEMMES SONT IGNORANTES DE LEUR CORPS, DU FONCTIONNEMENT DES CYCLES, DE LA FERTILITÉ, DE LA FÉCONDITÉ. UN GOUFFRE ABYSSAL.

”

MARIE-ASTRID MACHUKA,
SAGE-FEMME CONSEILLÈRE
AU PLANNING FAMILIAL

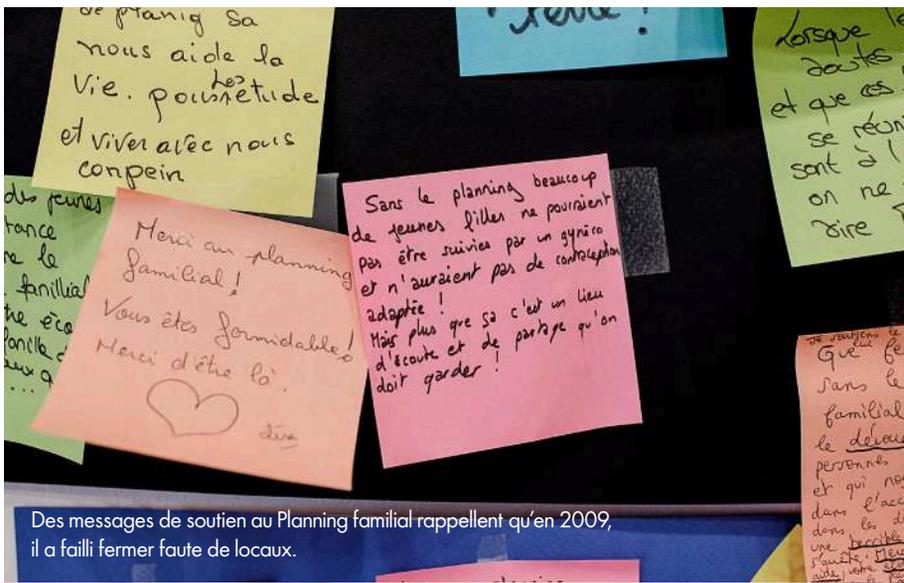
« L'accueil ne représente que 43 % de notre activité », explique Claire Ricciardi, porte-parole du Planning familial de Marseille. La grande salle de réunion témoigne de l'activité de formation des enseignants, éducateurs, animateurs de prévention et autres acteurs sociaux « au genre, à l'écoute et la santé sexuelle » (500 formés en 2015). « Le terme de genre a focalisé la Manif pour tous, mais il renvoie tout simplement à la construction sociale d'une femme ou d'un homme », souligne Claire Ricciardi. « Marion Maréchal-Le Pen, en 2015, nous a accusés d'être "politiques". Nous ne sommes pas des politiciens, mais, oui, nous sommes politiques, car nous prônons des valeurs d'égalité et de non-discrimination au regard des choix sexuels. » Le Planning est l'un des rares endroits où les handicapés peuvent parler de leur sexualité, par exemple.

Ces valeurs irriguent les interventions en milieu scolaire, dans le cadre de l'éducation à la sexualité, financées par le conseil départemental. Cet après-midi-là, Chloé Lemoult et Coralie Godeau se présentent devant des sixièmes. L'une prend les garçons, l'autre les filles. Objectif : parler du corps, des émotions, de ce qu'est être un garçon ou une fille, avant que des comédiens jouent devant toute la classe. « Quand ils sont mélangés, les garçons provoquent et monopolisent la parole, les filles ne peuvent pas s'exprimer », explique Coralie.

Du côté des garçons, les questions sur le sexe fusent, dans la surenchère : « C'est quoi YouPorn ? », « Ça veut dire quoi se branler ? », « Les filles font pipi du sang ? ». Chloé écoute, commente, interroge : « Qu'est-ce que ça nous fait ? Qu'est-ce que ça fait à l'autre ? » Du côté des filles, la discussion dérive sur la trahison entre amies, au sein de la famille, comment agir, comment se protéger. Certaines témoignent d'événements difficiles... « Comment vous sentez-vous ? » demande Chloé à la fin de la séance. « Soulagées, libérées. » Puis toutes se demandent comment devenir qui elles veulent vraiment être. Et surtout pas une princesse de conte de fées. Avant que les collégiens sortent, Chloé et Coralie leur glissent une carte avec l'adresse du Planning familial et du site parlons-ici.org. « Ils savent maintenant qu'il y a des adultes avec qui ils peuvent parler de ça. » ■



BENJAMIN BÉCHET CHEZ PICTURETANK



Des messages de soutien au Planning familial rappellent qu'en 2009, il a failli fermer faute de locaux.



Chloé Lemoult décrit le fonctionnement de l'appareil génital avec un vagin en tricot.



DES ASSOCIATIONS MENACÉES

En 2015, Marion Maréchal-Le Pen, opposée au droit à l'avortement, a promis, si elle gagnait la présidence de la région Paca, de ne plus verser un centime au Planning familial, une association, selon elle, « politisée et idéologique ». Le candidat Les Républicains Christian Estrosi, pourtant peu connu pour ses prises de position féministes, s'est engagé lui à protéger le Planning familial. « Président, il a tenu sa promesse », souligne Claire Ricciardi, porte-parole du centre de Marseille. Un acte important car les régions, comme les départements, financent au côté de l'État les actions du Planning familial. Mais la menace de désengagement des collectivités pour des raisons politiques continue de peser sur les 76 associations du mouvement pour le Planning familial – qui reçoivent 500 000 personnes par an. En Auvergne-Rhône-Alpes, par exemple, le président Les Républicains Laurent Wauquiez, proche de la Manif pour tous, veut baisser les subventions de 30 %. « Dans le contexte électoral, on ne sait pas à quoi s'attendre », s'inquiète Véronique Séhier, la coprésidente du mouvement pour le Planning familial. À cela s'ajoute la baisse générale des subventions aux associations. « En Languedoc-Roussillon, plus personne ne finance le numéro vert d'information sur la contraception et l'IVG, explique Véronique Séhier. Mais le plus important est de savoir si les politiques publiques en faveur de l'égalité hommes-femmes ou de la lutte contre les violences faites aux femmes ou pour l'accès aux services publics, comme les centres IVG dans les hôpitaux, seront maintenues. Nous citoyens devons être prêts à nous mobiliser. »



Le Planning familial se bat depuis les années 60 pour l'accès à la contraception, à l'IVG, et l'égalité.